



15 mai 2009  
Montpellier

Colloques  
AVUF

## Universités & Territoires



### sommaire n° 59 - 02/04/2009 - Numéro spécial RSU

- 2 Parties prenantes pour la responsabilité sociale de l'Université.
- 3 Régions de la connaissance.
- 4 Apprendre de l'étranger.
- 5 De l'Université au travail.
- 6 Reconnaître l'engagement.
- 7 Du côté de l'Europe.
- 8 Optimisme : tous ensemble pour la RSU !

# New deal

par Nicolas Delesque, Directeur de la publication

Lors du lancement de nos premiers travaux sur la question de la Responsabilité sociale des Universités, au printemps 2008, la crise n'était pas encore là !

Elle n'était pas nécessaire pour souligner l'importance de l'Université dans l'accompagnement de la mutation de nos sociétés européennes basées sur un modèle de production industrielle à une économie basée sur la production de connaissance.

Pas nécessaire non plus pour souligner que cette mutation ne sera possible qu'aux conditions d'une réelle démocratisation de l'accès à la connaissance et d'une cohésion sociale et territoriale renforcée, comme le rappelle la stratégie de Lisbonne.

A cette nécessité de démocratisation des accès aux savoirs, la crise étant là, s'ajoute la nécessité de la construction d'une Université solidaire capable de répondre à la demande de formation du plus grand nombre, d'une Université à l'écoute des besoins sociaux et économiques qui se font jour au moment de la recherche de solutions.

Comme Bertrand Schwartz le préconisait au moment des plans de restructuration de la sidérurgie en Lorraine, la ressource extraordinaire que représente l'Université, ses enseignants, ses étudiants devra être mobilisée pour répondre à ces enjeux et

accompagner au mieux ceux qui seront touchés le plus durement par cette crise.

Cette double nécessité pose la responsabilité de tous les acteurs institutionnels, gouvernements, collectivités territoriales, établissements d'enseignement supérieur, de la mise en place de politiques volontaristes et solidaires accompagnant le développement technologique et scientifique déjà à l'œuvre dans nos sociétés.

Cette nouvelle donne va aussi interroger l'organisation institutionnelle en place, et poser la question d'une nouvelle forme de gouvernance à l'échelle des territoires, afin de piloter le développement d'une offre de formation au service de ces enjeux démocratiques (comme cela a été largement abordé au colloque de Bourges organisé par l'AVUF, et où des premières réponses ont été exposées).

Après le colloque organisé par l'AFEV et la Région Rhône-Alpes le 9 décembre dernier, nos travaux de valorisation d'expériences, de réflexion sur les collaborations et partenariats entre les universités et les collectivités territoriales vont ce poursuivre lors du prochain colloque qui se tiendra le 10 juin prochain à Barcelone, dans le cadre de la semaine « Rhône-Alpes en Catalogne. » Mais de cela, nous vous parlerons dans le prochain numéro. ■



Universités & Territoires

Directeur de publication : Nicolas Delesque • Edition : PCC 5/7 rue de Savies 75020 Paris - Philippe Campinchi [philippe@campinchi.com](mailto:philippe@campinchi.com) - Tél : 0684606274 • Création graphique : PCC [stocker@crouitch.com](mailto:stocker@crouitch.com) • Rédaction : PCC [redaction@sarlpc.com](mailto:redaction@sarlpc.com) et FP Tél. : 0979253239 • Crédits photographiques : DR - PCC • Iconographies des organisations citées • Comité éditorial (en cours de constitution): Pierre Albertini, Pascal Blache, Philippe Campinchi, Nicolas Delesque, Daniel Lamar, Elise Renaudin, Jérôme Sturla... • Cette newsletter est réalisée en collaboration et partenariat avec :



ouverture

# Parties prenantes

Les universités sont essentielles dans la construction d'une société de la connaissance. Mais elles ne pourront assumer leur rôle que si elles prennent en compte la réalité sociale et économique des territoires où elles s'inscrivent, des populations qui l'entourent. Mettre en œuvre de passerelles entre les formations, offrir une chance au plus grand nombre, développer la formation tout au long de la vie, intégrer l'apprentissage et la validation des savoir-faire et des savoir-être, reconnaître l'apport pédagogique de l'engagement et de la participation sont autant d'enjeux qu'il s'agit de relever pour assumer une réelle RSU et une réelle diffusion de la connaissance dans la société.

enjeu

## L'étudiant environné



**Roger Fougères,**  
vice-président à  
l'Enseignement  
Supérieur et à la  
Recherche de la  
Région Rhône-  
Alpes.

« Les établissements d'enseignement supérieur doivent être ouverts sur le monde. Certes à l'international, tant la connaissance est sans frontières, mais aussi sur leur environnement immédiat, car il existe de nombreux problèmes économiques et sociaux auxquels ils peuvent sans doute apporter une contribution décisive. Pour les Européens, la référence en la matière est évidemment l'engagement de Lisbonne, dont on ne retient souvent que l'aspect économique de la connaissance. Au-delà de la production de savoir et de son transfert dans la société de l'information, c'est le système d'enseignement supérieur qui est interpellé avec des objectifs de diffusion élargis à la société tout entière. » ■



**Camille Galap,**  
président de  
la commission  
« Vie de l'étu-  
diant et questions  
sociales » de la  
CPU.

« C'est un thème qui nous tient particulièrement à cœur. Désormais, les universités ne luttent plus contre l'échec, mais elles aident à la réussite des étudiants. On franchit une étape dans le discours : il ne s'agit plus d'une possibilité, mais d'une responsabilité. L'Université n'existant pas ex nihilo, elle ne peut

se désintéresser du territoire dans lequel elle s'inscrit. Ce développement, dont les étudiants sont des éléments clés, concerne également des aspects environnementaux, de développement durable et le maintien de ressources intellectuelles et humaines pour les générations futures. Aujourd'hui, cette dynamique appelle de nouveaux modes de reconnaissance, de certification, de diffusion et la conclusion de nouveaux types de partenariats forts. La CPU reconnaît l'engagement étudiant comme un moyen complémentaire d'enrichissement de la formation. Elle encourage les universités à réfléchir à leur niveau aux modalités de reconnaissance des apports pédagogiques et des compétences liées à celui-ci. » ■



**Jean-Baptiste  
Obeniche, direc-  
teur de l'Agence  
Nationale pour  
l'Amélioration  
des Conditions de  
Travail.**

« Les engagements d'aujourd'hui dans la vie étudiante préparent la société de demain. Au-delà des savoirs et des qualifications, sanctionnés par un diplôme, ces engagements vont apporter des compétences qui permettent de construire. La compétence ne se limite pas à un diplôme, mais elle se mesure dans l'action. Le travail est devenu beaucoup plus complexe ; il a changé, comme la société et les salariés. Le rapport de l'individu au travail a aussi changé. Il s'est individualisé, et le salarié s'est mué en citoyen, avec des exigences. En parallèle de ces changements, des défis sociaux, collectifs, nous sont posés. Ils nécessitent de nouveaux comportements, de nouveaux engagements et un nouveau management. » ■



**Nicolas Delesque,**  
secrétaire gé-  
néral de l'Afev.

« Aujourd'hui, nous le constatons au quotidien à l'Afev, tout le monde a compris que la réussite scolaire est impérative pour trouver une place dans la société, quels que soient les milieux sociaux. C'est un élément qui n'a pas encore été analysé et qui met une lourde pression sur notre système de formation initiale, qui a finalement très peu évolué depuis sa création et qui possède une place centrale dans le schéma français. Nous avons oublié que pour réussir à l'école, il ne suffit pas d'être bon ou motivé, mais il faut aussi posséder une solide culture générale et s'y sentir bien. C'est un enjeu transversal qui s'applique également à l'Université. Pour y réussir, il faut en connaître les codes. » ■



**Marie-Hélène  
Aubry, Conseillère  
aux relations avec  
les entreprises  
auprès de Valérie  
Pécresse.**

« Dans la gouvernance future, tout doit naturellement conduire les universités à mieux entendre les attentes des entreprises (...). La présence dans les conseils des milieux économiques leur permet de découvrir les formations(...) Ce n'est plus une rupture et une frontière, mais une écoute mutuelle respective. » ■

# Régions de la connaissance

Dans le contexte actuel, l'université doit jouer un rôle central dans la construction d'un équilibre dans la formation des citoyens permettant de passer d'une société industrielle à une société de la connaissance. L'émergence de ces nouveaux rapports lui impose de repenser les modalités de ses partenariats avec son environnement local et amène à se pencher sur la notion de « compétitivité sociale ». En interne, l'université doit réfléchir à la place académique qu'elle veut donner aux compétences acquises par ses étudiants au cours de leurs diverses expériences d'engagement et qui favorisent leur insertion professionnelle.



## débat

### éducation intégrale

**« Il est important de s'interroger sur la notion de « cluster social », explique Roger Fougères, vice-président à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche de la Région Rhône-Alpes. Dans les pôles de compétitivités, s'élabore « une stratégie en association avec la réalité économique et au regard de la dimension internationale ». A quoi ressemblerait la transposition de ce schéma à sur un plan social ? Comment cela s'incarnerait-il ? Avec quels partenaires, quels outils et stratégies ?**

S'impliquant « dans un travail qui pourrait être reconnu dans leur formation universitaire », ils élaborent des compétences et de nouveaux métiers, comme ceux de la médiation. L'institution universitaire doit se pencher sur les différentes modalités qu'elle peut utiliser pour reconnaître et valider l'engagement de ses étudiants pour la société. La responsabilité et l'implication sociales de l'université passent aussi par l'implication de ses étudiants dans son fonctionnement.

#### COMPETENCES TRANSEVERSALES

Les témoignages brésiliens et catalans montrent que ces expériences nécessitent une articulation fonctionnelle forte avec les pouvoirs publics et les institutions universitaires, comme le CROUS ou les rectorats. Mais l'initiative de quelques personnes ne suffit pas pour réussir durablement. Ces expériences solidaires mettent les étudiants en lien avec la réalité de la vie de la cité. La transposition des « extensions » brésiliennes est envisageable en Rhône-Alpes, à une échelle sans doute différente, en raison

des nombreuses inégalités sociales et territoriales qui existent. Ce modèle pourrait conduire les étudiants vers l'insertion professionnelle, l'une des principales priorités de l'Université française.

Les établissements d'enseignement supérieur doivent intégrer ces compétences techniques, transversales, moins formelles mais néanmoins utiles, comme l'adaptabilité, l'aisance orale, l'écoute ou le management, que développent et enrichissent les étudiants tout au long de leurs engagements. Ces compétences favorisent leur insertion professionnelle. C'est ce que l'Université Autonome de Barcelone (UAB) appelle « l'éducation intégrale ». L'institution catalane considère que ces contextes de chaque territoire sont différents et que par conséquent, chaque programme n'a de sens que dans son environnement. Pour l'UAB, il existe pourtant un dénominateur commun: la posture de l'université qui s'efforce de former des agents de la transformation sociale et du développement et faire ainsi à des appels à projet publics selon les besoins des territoires. ■

## A Barcelone

✓ L'Université Autonome de Barcelone. Dans cet établissement important (45 000 étudiants, 38 000 enseignants chercheurs et 2 000 personnels administratifs), la « Fondation autonome solidaire », créée à l'initiative des étudiants, développe différents programmes sociaux, d'insertion et de sensibilisation à la réflexion sur la manière de combattre les inégalités, basés sur le bénévolat, avec une aide aux études. La Fondation, organisme participatif, appelle à la « reconnaissance du volontariat dans le nouvel espace européen d'enseignement supérieur ».

## Les extensions du Paraná au Brésil

Dans cet Etat du Brésil, le plan « Université sans frontière » établit un nouveau rapport entre l'université et son territoire, car c'est la société civile qui a demandé à l'université de prendre part au développement de la région, qu'il touche à l'humain, au social, au culturel ou à l'économique. Dans le dialogue, différents programmes sont bâtis sur le modèle d'un appel à projets qui permet de sélectionner des enseignants chercheurs, chargés de composer une équipe d'étudiants et de professionnels. « Une révolution silencieuse » selon Lygia Pupatto, la secrétaire d'Etat à l'Enseignement Supérieur du Paraná.

# Apprendre de l'étranger

L'Université a la responsabilité de participer au maintien de la cohésion économique et sociale, ainsi qu'à son propre développement. Le défi consiste à concilier sa mission académique avec la réussite du plus grand nombre et à en faire bénéficier son environnement. Cela nécessite la mise en place de nouveaux types de relations internes et externes, avec au cœur la solidarité. La participation et l'engagement des étudiants doivent être le moteur, l'expression la plus concrète de ces nouvelles relations. L'Université doit réfléchir à la reconnaissance des compétences acquises par ces derniers dans ce cadre, comme le montrent différentes expériences à l'étranger.



## verbatim

### Nouvelles relations



**Ivana Padoan, de l'Université de Venise (Italie).**

« A une échelle locale, il y a de très bonnes réussites entre universités, monde du travail et insertion sociale, mais à un niveau macro, il faut retravailler le rôle désormais joué par une université sur le plan social et économique. Il faut aussi raisonner sur la responsabilité sociale de l'Université, car elle ne se situe pas en dehors de la société. Historiquement, elle a été créée comme cela et c'est l'Etat français qui a lui donné cette dimension et cette place. Maintenant, il faut réfléchir à un niveau systémique pour la transition vers le travail : c'est aussi son aussi rôle de penser à sa responsabilité durable, à l'engagement et à la participation des étudiants, ainsi qu'à leurs responsabilités envers cette dernière. » ■



**Lygia Pupatto, Secrétaire d'Etat aux sciences, aux technologies et à l'Enseignement Supérieur de l'Etat de Paraná (Brésil).**

« L'Université doit aller vers la société, pour en connaître ses besoins et ses caractéristiques et pour que les étudiants développent des projets en lien avec leur environnement. Le plan « Université sans frontières » fait sortir l'Université vers le territoire, ses enjeux et ses difficultés. Les

étudiants y apprennent à devenir des citoyens. Des programmes multidisciplinaires sont développés, associant l'éducatif, le culturel et le scientifique à la recherche et au développement, avec des enseignants chercheurs qui répondent à des appels à projets. Tout cela se construit dans le dialogue : c'est une nouvelle relation entre l'Université et la société. » ■



**Espinosa Angulo de l'Université Autonome de Barcelone en Catalogne (Espagne).**

« Notre université assume sa Responsabilité Sociale à travers la Fondation autonome solidaire, une structure indépendante qui est née de l'engagement social des étudiants et développe une Université plus engagée dans la réalité sociale. Le bénévolat étudiant de solidarité est promu dans le cadre universitaire, ainsi que l'égalité des chances et l'accès aux études supérieures. Les programmes de volontariat sont organisés autour du social, de l'insertion des étudiants handicapés et de la coopération pour le développement. Les valeurs de solidarité, de tolérance, de participation et de responsabilité vis-à-vis de l'environnement sont complémentaires de l'éducation. » ■

**Anne Van Laethem, Chef du cabinet du Vice-Recteur aux Affaires étudiantes de l'Université de Louvain-la-Neuve (Belgique).**

« Nous mettons en particulier l'accent sur l'international, la professionnalisation et l'enga-



gement des étudiants, que nous soutenons avec force et dans lequel nous nous investissons. Classiquement, l'université est investie de trois grandes missions : l'enseignement, la recherche et le service à la communauté. Mais transversalement et intrinsèquement, elle est aussi investie d'une mission d'éducation des jeunes qui lui sont confiés. Un certain nombre de facteurs, comme la tyrannie de la compétitivité, menacent l'université dans tous les domaines et conduisent à un comportement plus individualiste. Nous sommes dans une société de l'immédiat et de la marchandisation des savoirs. » ■

## International



Le numéro 56 d'Universités & Territoires était un numéro international. Entièrement consacré aux expériences dans différents pays. Il est accessible en ligne sur le

site internet

# De l'université au travail



Comment l'Université favorise-t-elle l'insertion professionnelle future de l'étudiant, à travers ses expériences connexes et son engagement citoyen ? Quels liens doit-elle tisser avec le monde du travail ?

Les engagements des étudiants, dans des projets pour la société, leur confèrent des compétences qui les servent dans la construction de leur parcours professionnel. Reconnaître ces savoirs s'avère complexe, mais s'impose à l'heure où les entreprises intègrent de plus en plus les préoccupations sociales, environnementales et économiques dans leurs activités.



## perspective

### La cohésion sociale

La société de la connaissance d'aujourd'hui est basée sur la maîtrise de l'information et du savoir, contrairement à la société industrielle qui reposait sur la force de travail. Le Conseil européen de Lisbonne a fixé l'objectif de faire de l'Union Européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ».

La connaissance accessible au plus grand nombre devient une exigence qui pèse sur la cohésion sociale et la compétitivité de la société européenne, en constante évolution, ce qui fait son fondement même. Des défis se présentent aux individus et aux principaux acteurs de la connaissance, en premier lieu ceux de la formation et du travail.

La responsabilité de l'Université consiste aussi à proposer des expériences parallèles pour développer les compétences professionnelles et civiques des étudiants. D'un côté, l'étudiant gagne dans son parcours professionnel et personnel ; de l'autre, l'Université est gagnante car ceux qu'elle a formés intègrent plus facilement le marché du travail. Quant à l'entreprise elle augmente sa compétitivité. L'engagement citoyen des étudiants profite aussi au territoire et la société. Dans une société du savoir, la connaissance pour tous devient donc une exigence et non plus un luxe. Une nouvelle organisation du travail émerge, dans laquelle le savoir et l'information

sont des valeurs essentielles. De nouvelles normes sociales apparaissent aussi, comme l'individualisation.

#### CERCLE VERTUEUX

Les évolutions du marché du travail, sa concurrence et ses exigences de compétitivité, les récentes réformes dans l'organisation et le fonctionnement des universités créent de nouveaux liens particuliers entre l'établissement d'enseignement supérieur et l'entreprise. Dans cette société de la connaissance, ces liens doivent se tisser autour de l'étudiant, en tant qu'employé et surtout en tant qu'individu et citoyen. C'est une responsabilité collective qui consiste à veiller à ne pas accroître les inégalités éducatives et donc à favoriser, l'insertion professionnelle. Les étudiants et les jeunes d'aujourd'hui font et feront la société de demain. Il faut ainsi réfléchir en termes d'engagement et de citoyenneté et non pas seulement sous l'angle des compétences ou de la compétitivité. ■

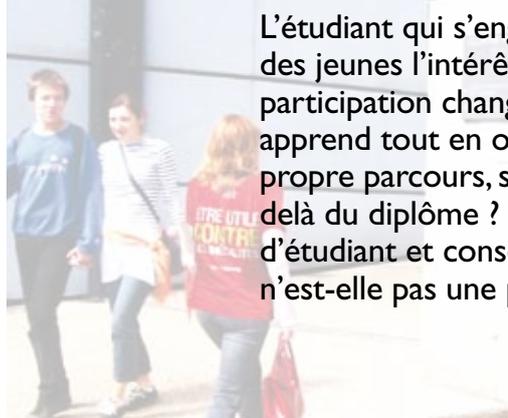
## Prospectives

#### ✓ L'avenir des formations

Les formations proposées par l'Université doivent être en adéquation avec les besoins des employeurs, et se réinventer en permanence, enrichir leurs contenus. L'Université ne peut pas se limiter à répondre seulement aux besoins des entreprises, mais elle doit au contraire se muer en force de proposition. Dans une société de la connaissance, les formations de plus en plus transversales s'imposent et la formation continue doit s'ouvrir à des publics différents, se diversifier et se généraliser.

Les parcours universitaires doivent désormais apporter des connaissances théoriques et techniques - le savoir et le savoir-faire -, mais aussi des compétences sociales et comportementales, le savoir-être. L'individu d'aujourd'hui est autonome, polyvalent, responsable, mobile, créatif, engagé, avec la volonté de travailler en équipe et d'apprendre tout au long de sa vie. La responsabilité première de la formation initiale est alors de développer cette capacité « d'apprendre à apprendre ».

# Reconnaître l'engagement



L'étudiant qui s'engage contribue à démocratiser l'éducation en véhiculant auprès des jeunes l'intérêt de poursuivre des études dans l'enseignement supérieur. Sa participation change l'image de l'Université auprès des publics en difficulté, et il apprend tout en oeuvrant pour une plus grande égalité des chances. Quant à son propre parcours, si les universités ne valorisent pas ces acquis, qu'en est-il au-delà du diplôme ? Comment favoriser l'accès du plus grand nombre au statut d'étudiant et consolider les parcours les plus précaires ? L'information par les pairs n'est-elle pas une pratique à développer ?



## analyse

### Responsabilités partagées

**L'un des volets de la Responsabilité Sociale de l'Université concerne l'accueil des publics les plus fragiles et une ouverture de l'institution à l'ensemble des classes sociales. L'Université devient maintenant responsable de l'insertion de ses étudiants. Elle peut mettre en place différents dispositifs d'information, en s'appuyant par exemple sur la venue régulière d'anciens élèves pour donner aux étudiants des pistes et faire découvrir des parcours et des débouchés, concrets.**

Les étudiants ont eux-mêmes une responsabilité sociale. Le programme Tandem repose sur une ouverture culturelle et sociale à destination de jeunes en difficulté, accompagnés par des étudiants. Ensemble, ils dressent des ponts entre les quartiers populaires et l'enseignement supérieur. Le dispositif, cofinancé par le Rectorat d'Aix-Marseille, la Préfecture, le Conseil général des Bouches-du-Rhône et la Ville de Marseille, repose principalement sur le soutien à la scolarité (méthodologie, autonomie), l'aide à l'orientation (information, ambition) et l'ouverture socioculturelle (découverte, mobilité et ressources). En même temps, il creuse un vivier de futurs étudiants, travaille sur le passage du collège au lycée en proposant des parcours culturels et fait découvrir progressivement des lieux différents, tout au long de l'année. Les étudiants y sont bénévoles et les collégiens et les lycéens accompagnés sont volontaires.

#### AU CENTRE LES ETUDIANTS

Les étudiants sont, là encore, des leviers essentiels de ces plans. Les bénéficiaires sont multiples, car l'étudiant apprend du binôme qu'il forme avec l'élève. Dans cette relation, la société de la connaissance se mue en société de la formation et ce partenariat ne laisse plus les étudiants seuls face à leur réussite : ils sont accompagnés par des institutions comme le CROUS. L'Université a un rôle à jouer dans la valorisation des savoirs et des techniques qu'ils acquièrent au cours de leur engagement. Mais que deviennent ceux qui arrêtent leurs études ? Que pourront-ils valoriser auprès des entreprises ? Comment généraliser l'engagement étudiant en France, à l'heure de l'application du « plan Licence » du ministère de l'Enseignement

supérieur, incluant le volet « orientation active » et son dispositif d'accompagnement des élèves du lycée jusqu'à l'université ? ■

### L'expérience Tandem

#### L'apprentissage en tandem pour mieux avancer



Mis en place par l'Afev à la demande de l'Académie d'Aix-Marseille depuis 2006, ce dispositif de tutorat individualisé fonctionne sur le binôme étudiant-élève. Il se réunit deux heures par semaine, tout au long de l'année scolaire, dans l'établissement scolaire ou au domicile de l'élève en difficulté. L'accompagnement s'articule autour du soutien scolaire, de l'aide à l'orientation et de l'ouverture socioculturelle, dans le but de multiplier les passerelles vers

le supérieur. Les tuteurs sont bénévoles et bénéficient de bonifications de points ou de crédits d'enseignement, selon les parcours. L'académie a réuni autour de l'AFEV des partenaires comme la Ville de Marseille et l'Onisep..

En 2007/2008, près de 200 binômes ont été constitués. Le bilan sur la mise en œuvre de l'accompagnement montre que l'aide à la scolarité est une activité prépondérante, de plus en plus demandée. Le programme inclut un axe d'orientation pour déconstruire les représentations erronées de certains jeunes sur les études supérieures. Il faut parallèlement leur apprendre à s'approprier leur propre territoire. Cette démarche individualisée privilégie la parole et l'écoute.

Info+

<http://marseille.afev.org/fiche-plan-100000/>

# Du côté de l'Europe

Préfère-t-on envisager l'Université comme une école de sciences et de vérité ou comme une école de vie et de citoyenneté ? Réussir son parcours c'est avant tout en saisir les codes, en cerner les attentes. Or le tutorat entre étudiants, mieux qu'aucun autre système, représente une solution pour s'assurer de la compréhension par tous de ces derniers. Il contribue aussi au décloisonnement de l'Université, tout en procurant aux étudiants des compétences transversales appréciées des recruteurs, qui faciliteront à coup sûr leur transition vers la sphère professionnelle. Dans ces conditions, le tutorat peut-il être enfin reconnu comme ce qu'il est, c'est à dire un générateur de compétences, un vecteur de réussite ?



## observer

### L'égalité des chances

**La participation des étudiants favorise l'intégration de ces derniers dans le milieu universitaire. Il peut aussi faciliter l'intégration de ceux issus des milieux populaires. Les projets de Louvain-la-Neuve et du Havre sont des exemples de ce décloisonnement.**

Selon Anne Van Laethem, chef de cabinet du vice-recteur aux Affaires étudiantes de l'Université de Louvain, il est impératif de soutenir les « kots à projets », car les universités sont investies d'une mission d'intégration dans la vie étudiante. La montée en puissance de l'individualisme et la marchandisation du savoir peuvent entraîner la rupture des relations entre les élèves, les enseignants et favoriser l'accroissement de la violence et de comportements dangereux. Les « kots à projet » vont à l'encontre de ces dangers, en développant des valeurs de solidarité, de participation à la démocratie, de partage et d'entraide. Ils aident au développement de liens sociaux entre générations et cultures différentes. « *En dehors de l'aspect financier des études supérieures, d'autres freins à l'accès à l'Université existent, remarque Mme Van Laethem. C'est important de casser le mythe de l'Université qui fait peur, en s'ouvrant et en apprenant aux jeunes les moyens de comprendre son fonctionnement et ses codes.* »

#### RETOURS D'EXPERIENCES

Josep Lobera, du Global University Network for Innovation (GUNI), explique que la société d'aujourd'hui a effectivement tendance à demander aux universités de trouver des solutions aux problèmes éco-

nomiques et sociaux. Le travail a évolué les universités ont le devoir de s'assurer de l'employabilité de ses jeunes. « *Les universités se rendent compte qu'elles forment des étudiants qui n'ont pas les compétences pour entrer dans la vie active. Il faut construire des passerelles entre la société et les universités, pour voir s'installer une responsabilité réciproque. Que la société et l'ensemble des recruteurs reconnaissent la valeur de ces compétences extra-académiques.* »

À l'université du Havre, le principe du tutorat étudiant de l'établissement s'inscrit dans le « plan licence » en le redéfinissant, avec un soutien scolaire entre étudiants, une aide à l'affiliation cognitive et à l'intégration sociale de l'apprenant, pour réduire l'échec en première année. Ce tutorat aide à l'acquisition de compétences sociales reconnues par l'Université et fait partie du dispositif de formation. L'Université va plus loin avec l'action « Envie de réussir dans mes études supérieures », qui consiste à faire accompagner des lycéens par des étudiants de l'Université dans des activités de découverte culturelle et d'orientation. La communication autour des possibilités d'épanouissement dans les études supérieures doit se développer. C'est dans cette optique que l'Afev a organisé ce colloque. ■

### Les kots-à-projet

Ce sont des groupes d'étudiants, généralement 8, qui choisissent de vivre dans des logements communautaires – les kots – pour y apprendre la vie ensemble et partager pendant une année une expérience collective autour d'un projet (humanitaire, sportif, social...). Ils ont vu le jour à l'Université catholique de Louvain-la-Neuve dans le cadre d'un projet global de ville universitaire, incluant 10 facultés, 22 000 étudiants et 120 nationalités. L'université a un rôle académique, culturel, social et aussi immobilier. Elle valide ces projets initiés et soutenus directement par les étudiants, leur offrant une aide matérielle et financière. D'après les étudiants qui y participent, ces activités extra-académiques leur donnent des compétences appréciées dans le monde du travail, qui se révèlent très utiles au moment de la transition vers la vie active. L'expérience se valorise sur un CV. Concrètement, un kot-à-projet peut Concrètement, un kot à projet peut aboutir à la création d'un journal étudiant, animé par des élèves en journalisme, avec la mise en pratique des acquis académiques et d'expériences proches du monde professionnel, en lien avec l'environnement local et immédiat.

# experts

# Optimisme

COLLOQUE

# RSU

La Responsabilité Sociale des Universités

9 DÉCEMBRE 2008

CONSEIL RÉGIONAL RHÔNES-ALPES

Valider l'acquisition d'une compétence solidaire et citoyenne : la responsabilité sociale et l'insertion sociale et professionnelle

SOUS LE PARRAINAGE DE VALÉRIE PÉCRESSE, MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Choisir des intervenants, puis réduire leurs propos à quelques verbatims et résumer les ateliers riches en échange d'expériences est déjà une tâche complexe. Hélas, certaines interventions n'ont pas été enregistrées en haute qualité. Ce sera mieux la prochaine fois ! Dans tous les cas, des interventions comme celles de Pascal Blache, président de l'OFUP présent au Colloque pour mieux comprendre les évolutions du monde universitaire actuel ou de Denis Lambert - félicitations au nouveau directeur du CROUS de Paris - de l'association des directeurs de CROUS, sont très significatives. Elles démontrent que le "tous ensemble pour la RSU" devient un véritable slogan !



## expérience

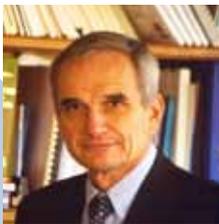
## Du local au global



**Geoffroy Riondet**  
Coordinateur régional Rhônes-Alpes de l'AFIJ.

« Il s'agit d'un forum emploi se déroulant au sein de l'Université Lyon 1, organisé par le SOIE (Service d'orientation et d'insertion professionnelle des étudiants) en partenariat avec l'AFIJ, le Pôle Emploi et l'APEC. Environ 200 jeunes participent à cette manifestation. Ce forum propose à la fois des stands avec des entreprises, un espace conseils et des tables-rondes. Cette action est organisée prioritairement pour les jeunes de Master-2 arrivant sur le marché de l'emploi. L'expérience des années précédentes a montré que ce sont les diplômés, mais aussi des étudiants en fin de cursus, des Masters de Sciences de la Vie, Chimie, Matériaux, Physique, qui ont constitué jusqu'à présent l'essentiel du public. Ce type de manifestation permet aux étudiants de rencontrer des recruteurs. Corrélativement, elle permet de valider des aptitudes, voire des compétences expérimentales complémentaires à des connaissances académiques et/ou techniques. » ■

Québec, nous travaillons au raccrochage scolaire ou à la mobilité des apprentis. On ne répètera jamais assez tout l'intérêt qu'il y a à entendre ce qui se réalise dans d'autres territoires. Les inventions, les innovations, les solutions qui sont bonnes pour ces différents territoires méritent toute notre écoute. Certaines ne sont pas transposables immédiatement. D'autres peuvent donner lieu à des délibérations au Conseil régional. » ■



**Bernard Saint-Girons, Délégué Interministériel de l'Orientation.**

« je rappellerai les objectifs de la stratégie de Lisbonne qui fixent à 50% le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur. Pour y arriver, le travail mené doit être multiple : permettre à des étudiants qui arrivent en première année de continuer leur cursus, de se réorienter dans une filière ou une formation plus appropriée. Accueillir de nouveaux étudiants issus de l'enseignement secondaire technique ou professionnel. Si nous voulons répondre aux défis de la société de la connaissance, il nous faut augmenter le niveau de qualification. C'est également un pari et un enjeu de cohésion sociale face à un contexte de crise. Ce défi peut être relevé si nous nous donnons les moyens d'agir sur la diversification des voies d'accès à la qualification. » ■



**Jean Vanoye**  
Président de la FREREF.

« Avec d'autres régions d'Europe mais aussi le

## Publications



■ **Potentiel**, la lettre de l'AFIJ destiné aux recruteurs de jeunes diplômés, consacre son dernier numéro aux schémas directeurs d'aide à l'insertion professionnelle. L'Université dispose d'un terrain d'expérimentation pour la RSU.

Info+  
[www.afij.org](http://www.afij.org)

■ L'INRP a consacré un numéro de sa newsletter de veille à « L'évaluation au cœur des apprentissages ». Un remarquable travail de Laure Endrizzi et Olivier Rey, qui ouvre d'autres perspectives.

Info+  
<http://www.inrp.fr/vst>